



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

EN FRANCE COMME EN ALGÉRIE

« SYSTÈME DÉGAGE ! »

BULLETIN NPA PSA POISSY

21 MARS 2019

Le week-end dernier, les mobilisations des Gilets jaunes et pour le climat ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes : la réponse populaire à la mascarade du « Grand débat » qui vient de s'achever. Revenu d'urgence de son escapade au ski, Macron a tenté d'opposer la « foule haineuse » des Gilets jaunes aux braves écologistes qui défendent le climat. Pourtant, partout en France, les mobilisations ont convergé derrière des slogans contre ce gouvernement au service des grands groupes capitalistes qui exploitent à la fois les travailleurs et la nature.

Et sans être la déferlante qu'il faudrait pour changer le rapport de forces, la grève du 19 mars y a ajouté un élément capital : la mobilisation du monde travail, particulièrement forte chez les enseignants du primaire.

LA VIOLENCE DES RICHES

En France, les sociétés du CAC 40 ont réalisé 91 milliards d'euros de profits en 2018... tandis que 8,8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et que 3 millions n'ont même plus les moyens de conserver une hygiène correcte !

Mais alors que les politiciens et les médias au service des puissants se moquent de la casse des services publics dans les campagnes et les quartiers populaires, les mêmes s'indignent aujourd'hui de l'incendie du Fouquet's et appellent à une action immédiate du gouvernement.

Et dès lundi, le premier ministre a annoncé un nouveau durcissement de son arsenal visant à interdire le droit de manifester, encourageant les forces de l'ordre à renforcer l'utilisation des Lanceurs de Balles de Défense (LBD) qui ont déjà éborgné une vingtaine de Gilets jaunes.

Imaginons le même empressement à propos des problèmes que les Gilets jaunes, verts ou rouges ont soulevés. Un plan d'urgence pour interdire les licenciements dans les grands groupes, à commencer par les 15.000 emplois que les patrons de l'automobile s'appêtent à supprimer au prétexte de la fin du diesel. Pour organiser un accueil digne aux milliers de migrants qui fuient les guerres et la misère, mais meurent en Méditerranée. Pour les habitants des quartiers populaires ou des campagnes sinistrées qui ne peuvent plus accéder aux services publics.

Mais, face à ces questions de survie pour la majorité la plus pauvre, pour Macron, y'a pas le feu.

« FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT »

À l'initiative des jeunes, un nouveau front s'est ouvert : un million dans le monde, dont plus de 160 000 en France, ont manifesté vendredi dernier pour dénoncer le saccage de l'environnement et l'inaction des gouvernements. Le lendemain, samedi 16 mars, des centaines de milliers sont redescendus dans la rue, contre les responsables du changement climatique.

Deux ministres de Macron se sont joints aux manifestations du vendredi, le temps de faire quelques selfies. Mais ces tentatives minables de récupération ne feront pas oublier que là encore, c'est le gouvernement qui est sur le banc des accusés.

Le soir même, la majorité macroniste de l'Assemblée adoptait un amendement pour permettre aux grands groupes de la chimie de produire des pesticides dangereux jusqu'en 2025. Au-delà du symbole, c'est toute la politique de Macron qui est anti-écologiste. Parce qu'on ne peut pas concilier la protection de l'environnement et la loi du profit.

EN FRANCE AUSSI, POUR GAGNER, LA NÉCESSITÉ D'UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE

La mobilisation en Algérie montre la voie : des mobilisations de masse, et une grève générale qui en s'étendant à des secteurs clefs de l'économie, a arraché en deux jours un recul du pouvoir sur le 5^e mandat de Bouteflika, même s'il tente de garder la main, sans céder aux revendications des algérien(ne)s

En France aussi, pour faire céder patronat et gouvernement, il est maintenant indispensable que le formidable mouvement de contestation et de révolte sociale des Gilets jaunes gagne les entreprises et s'étende à tous les lieux de travail avec l'objectif de paralyser totalement le fonctionnement de l'économie.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



LES VOITURES ÉLECTRIQUES, ON N'EN VOIT PAS ENCORE BEAUCOUP DANS LES RUES !

Il n'empêche qu'avec tous les investissements en cours, on n'est plus dans le domaine de la « com » comme il y a dix ans. Cela devient sérieux ! Après le tout essence, le tout électrique ?

Cela ne changerait pas grand-chose au climat car de la fabrication de la voiture et des batteries jusqu'à la mise à la casse, voiture électrique et voiture « thermique » globalement se valent. Au delà des baratins publicitaires ce sont les vrais chiffres. Qui dit nouvelles techniques dit nouvelles restructurations.

Pour le patron de Volkswagen, fabriquer un véhicule électrique demande un tiers de quantité de travail en moins que son équivalent thermique. Il faudra donc opérer des suppressions de postes. Nous voilà avertiEs !

Si fabriquer ces nouvelles voitures demande du travail en moins, alors c'est la réduction du temps de travail qui devrait être à l'ordre du jour. Progrès pour nous toutes et tous ou profit, il faut choisir !

ÉTAT D'URGENCE POUR LA FILIÈRE AUTOMOBILE DIESEL !

Selon les estimations fournies par les constructeurs automobiles eux-mêmes, sur un total 37 500 salariéEs dans cette filière, de 10 000 à 15 000 emplois sont menacés dont 5 500 à court terme. Une usine, celle de Bosch à Rodez, est dès maintenant en panne d'activités.

Aucune ambiguïté : les responsables de cette situation sont les constructeurs automobiles et les gouvernements, et en particulier les français. Alors que les dangers des émanations de particules fines des motorisations diesel sont depuis longtemps dénoncés par l'Organisation Mondiale de la Santé et de nombreuses ONG, la population a été incitée à acheter des véhicules diesel.

La garantie de l'emploi pour toutes et tous est un préalable non négociable à la reconversion inéluctable de la filière diesel. Elle ne pourra être obtenue que par une mobilisation d'ensemble.

Aux provocateurs pollueurs de payer !

DE PARIS À ALGER, SOLIDARITÉ !

Le mouvement qui a débuté le 22 février en Algérie ne cesse de prendre de l'ampleur : ce sont maintenant des millions d'Algériens et d'Algériennes, toutes catégories sociales et générations réunies, qui défilent dans toutes les villes du pays.

Alors que Bouteflika a renoncé à sa candidature sous la pression populaire, tout en gardant le pouvoir, la colère n'est pas prête de retomber. Les revendications contre le 5ème mandat ont évolué en revendications contre le système corrompu qui accapare le pouvoir, pour la justice sociale et pour la répartition des richesses. Une partie du mouvement a comme perspective la création d'une assemblée constituante démocratique.

Et la révolte monte encore d'un cran avec des grèves qui débutent dans différents secteurs, et la volonté d'étendre la grève partout.

Comme on pouvait le lire sur des pancartes lors de la manifestation de vendredi dernier à Alger, "Macron soutient Bouteflika, les algériens et les Algériennes soutiennent les gilets jaunes, Solidarité internationale !"

ATTENTAT RACISTE EN NOUVELLE-ZÉLANDE

49 morts et 90 blessés : voilà le terrifiant bilan de l'attentat commis par l'Australien Brenton Tarrant, un suprémaciste blanc, dans la mosquée de Christchurch en Nouvelle-Zélande. Dans un « manifeste » rédigé avant le massacre, Tarrant justifie son acte par la volonté d'empêcher l'invasion des immigrés et la défense de « l'identité blanche ». Bien curieux, quand on sait qu'en Australie et en Nouvelle-Zélande, ce sont les Blancs qui sont descendants d'immigrés...

Un pauvre type ? Un malade ? Sûrement, mais son acte meurtrier se veut politique. Dans son « manifeste », il cite plusieurs fois Trump. Les politicien-nes d'extrême droite répandent le racisme pour diviser et se faire élire. Ils ou elles

motivent ainsi des groupes ou individus pour passer à l'acte. Qu'en pensent les Le Pen ?

Ces démagogues devront aussi rendre des comptes !

UN SYSTÈME À DORMIR DEBOUT

La population dort de moins en moins, d'après Santé Publique France : en moyenne 6h42 en semaine en 2017, soit 1h30 de moins qu'il y a 50 ans. Cela a des conséquences importantes sur la santé (obésité, maladies cardiaques...).

En cause entre autre : le travail de nuit qui se développe, les longues journées de travail imposées par les patrons et les temps de trajet pour aller au boulot, qui ont explosé.

La majorité des salariéEs s'épuise au travail, pendant que des millions de chômeurs-euses sont réduits à l'inactivité, et au stress qui va avec : un système cauchemardesque à renverser ! C'est vraiment le moment de revendiquer la diminution du temps de travail.

LES EFFECTIFS DE PSA ET RENAULT DIVISES PAR DEUX EN 20 ANS !

Avec la fermeture annoncée des sites de St Ouen et de Hérimoncourt PSA veut encore une fois tailler dans les effectifs. En 2019, avec 1900 départs volontaires prévus et 300 ruptures conventionnelles collectives contre 1400 embauches en CDI, le solde sera une fois de plus négatif.

PSA est sur la trace de Renault qui sous la houlette du tandem Ghosn-Bolloré a fait encore plus fort. Les effectifs de Renault en France sont descendus en dessous de 50 000.

Augmenter à tout prix la productivité au mépris des conditions de travail, user et abuser de l'intérim, dans l'objectif de servir de juteux dividendes aux actionnaires, voilà leur politique. Et ce alors que les progrès de la technique permettraient une vraie réduction du temps de travail et les embauches correspondantes en CDI.

ÉPÉE DE DAMOCLÈS SUR LES CHÔMEURS

Avec le mouvement des Gilets jaunes, le gouvernement n'ose pas sortir à grand bruit ses projets de lois contre les travailleurs-euses. Alors, pour essayer de faire passer la réforme de l'assurance chômage, il se présente en sauveur, les négociations entre syndicats et patronat n'ayant pas abouti. Et pour cause, les patrons refusent de réduire la précarité. Normal, ça leur va très bien d'utiliser les travailleurs-euses à leur guise.

Mais ce que Macron ne crie pas fort, c'est que son but est d'économiser un milliard d'euros sur le dos des chômeurs-euses. Comme sauveur, on fait mieux. Rien ne sert de discuter avec ces exploités ; donnons-nous les moyens de revendiquer le partage des richesses et du temps de travail entre toutes et tous.

RETRAITES : LE VRAI PROBLÈME DÉPASSE LA QUESTION DE L'ÂGE LÉGAL

Faut-il reculer l'âge légal à partir duquel on peut partir à la retraite sans décote (actuellement 62 ans) ? Pas hostile à l'idée dimanche dernier, la ministre de la santé Agnès Buzin a fait machine arrière depuis. Et si tout cela n'était que de l'enfumage. Il est en effet possible de reculer l'âge « effectif » de départ à la retraite sans toucher à ce seuil légal. Déjà, avec les réformes précédentes, unE jeune néE après 1973 commençant à travailler à 22 ans devra accumuler 43 ans de cotisations. Impossible pour lui ou elle de partir en retraite avant l'âge de 65 ans.

Avec la réforme Macron chaque personne en activité accumulera des points. Mais chaque année la valeur du point sera recalculée afin d'assurer l'équilibre entre les ressources en cotisations et les pensions de retraite à verser. Il suffira donc de diminuer la valeur du point pour diminuer le montant des pensions. Plus besoin de reculer l'âge légal de départ à la retraite. Ce sont les futurEs retraitésEs eux-mêmes qui décideront de travailler plus longtemps pour atteindre le niveau de pension souhaité.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser

Ou à nous contacter : npa.poissy@gmail.com

Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77